

Etats-Unis - Trump n'est pas imprévisible : il déroule un plan libertarien

mardi 29 avril 2025, par [FLIPO Fabrice](#)

La sphère médiatique semble déconcertée : lors de son premier mandat, Trump avait baissé les droits de douane, désormais, il les relève ; il joue la Russie, puis l'Ukraine. La conclusion ? Trump serait « imprévisible ». Rien n'est plus faux : Donald Trump a derrière lui une équipe, un agenda, un plan cherchant à enrayer le déclin des valeurs « américaines ». Ce plan peut être qualifié de « libertarien », un courant qui valorise le talent individuel, la famille, le patrimoine et la religion. La liberté y prime sur l'égalité, et la morale sur l'État de droit.

Sommaire

- [La promesse des conservateurs](#)
- [Comment qualifier le positionn](#)
- [Une diversité de profils \(...\)](#)
- [Le libertarisme n'est pas \(...\)](#)

Une bannière Trump sur le bâtiment de la Heritage Foundation, le 17 janvier 2025, à Washington. Cette fondation, influencée par l'idéologie libertarienne, a largement préparé les politiques menées par Trump depuis sa prise de fonctions. Kayla Bartkowski/AFP

Le fait est quasiment passé inaperçu. Certains médias s'en sont fait l'écho mais en limitant son importance, évoquant une minorité « d'extrémistes » avec lesquels [Donald Trump](#) avait dû composer. En avril 2023, la Heritage Foundation, l'un des plus importants think tank conservateur, publie un plan de 922 pages intitulé « [Mandate for Leadership. The Conservative Promise](#) ».

Le document est issu d'une vaste concertation des think tanks conservateurs, 53 d'entre eux figurent dans le conseil d'orientation. Tout est détaillé, des fonctions de la Maison Blanche au rôle des différentes agences gouvernementales ou à celui des fonctionnaires. [L'Agenda 47](#) de Trump, ou programme du 47^e président des États-Unis, est très similaire, et ce qu'il décide depuis quelques mois va dans le [même sens](#). Le fil conducteur est libertarien, courant politique relativement méconnu en France.

La promesse des conservateurs

Le « Mandate for Leadership » peut être résumé en un certain nombre de points structurants : la famille, les valeurs virilistes, l'anticommunisme, la caporalisation des organisations, étatiques ou non, qui doivent porter les valeurs conservatrices. Les mesures en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion doivent être entièrement supprimées et sont même qualifiées de « racistes », au profit d'un traitement égal devant la loi, d'opportunités égales pour toutes et tous et du mérite individuel.

Bon nombre de prérogatives fédérales doivent repasser au niveau local, celui des États. La Chine est perçue comme la principale, sinon l'unique, menace géopolitique sérieuse, pour de multiples raisons, d'où une volonté de redéploiement des ressources. L'approche de

l'économie est partiellement en rupture avec le libre-échange tel que défendu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou [Paul Krugman](#), qui sont d'ailleurs explicitement pris à partie comme irréaliste et issu d'universitaires dans leur tour d'ivoire.

Du lundi au vendredi + le dimanche, recevez gratuitement les analyses et décryptages de nos experts pour un autre regard sur l'actualité. [Abonnez-vous dès aujourd'hui !](#)

Le « Mandate for leadership » veut « reprendre les rênes du gouvernement » contre « la bureaucratie ». L'axiome central est le suivant : « Le choix du personnel, c'est de la politique. » Ce premier engagement est donc à première vue antilibéral. Mais il est adossé en réalité à ce principe conservateur qui veut que la morale soit première, et le droit seulement second. Par ailleurs, les ressources doivent être prioritairement réorientées pour contrer l'influence de la Chine, y compris celles de l'[Usaid](#).

L'action de l'État est affaiblie, mais surtout réorientée. Le département de l'agriculture doit respecter les familles, les tracteurs et les fermiers, plutôt que de chercher à transformer le système agroalimentaire. L'éducation doit revenir aux États. La question de la race doit être évacuée sur le plan formel ([colorblind society](#)) – ceci, sans rien entreprendre pour lutter contre le racisme. L'Agence de l'environnement doit s'en tenir à des enjeux de pollution locale. Le département de la santé doit promouvoir des familles stables et mariées. La responsabilité des patients doit être rétablie, notamment la liberté de conscience – y compris en situation de pandémie. L'administration nationale sur l'atmosphère et les océans doit être empêchée de « nuire », étant inutilement alarmiste et préjudiciable à la prospérité. Et enfin l'enjeu est de rétablir un commerce équitable (*fair trade*) et des droits de douane réciproques (*reciprocal tariffs*).

Les écarts avec la plateforme proposée par Trump sur [son site de campagne](#) sont assez faibles, et plus encore avec les actes qui sont actuellement engagés. Si l'on en croit la liste partielle publiée sur [Wikipédia](#), les 220 premières actions de Trump sont cohérentes. C'est aussi ce que constatait la [revue en ligne le Grand Continent](#), en février 2025, estimant que plus d'un tiers du programme des conservateurs avait été mis en œuvre.

Comment qualifier le positionnement politique de Trump ?

En dépit de cette cohérence, le cas Trump semble interroger tous les médias. Plusieurs explications peuvent être avancées. La première est que le conservatisme est une famille de pensée peu connue, en France ; et plus encore le libertarisme dit « de droite » – car il existe aussi un [courant libertarien « de gauche »](#). Le philosophe [John Rawls](#), théorisait pourtant ce courant sous l'appellation d'« aristocratie naturelle ». Ses caractéristiques principales sont de défendre l'ouverture des carrières aux talents, tout en refusant les mesures qui cherchent à établir formellement une égalité des chances. La base de la société n'est pas l'individu mais la famille, et le patrimoine. La liberté prime sur l'égalité. La religion est une obligation. La morale prime sur l'État de droit, ce qui explique que ce courant soit en partie « illibéral ».

Les grands théoriciens sont [Ludwig von Mises](#), [Murray Rothbard](#) et [Robert Nozick](#). Un de leurs exemples préférés est le joueur de basket, dont le salaire dépend directement de la

performance : s'il est bon, le public accepte de payer pour le voir jouer, et refuser dans le cas contraire. Les mesures en faveur de l'égalité telles que la redistribution sont jugées entraver le talent. Ce n'est pas un utilitarisme, au sens d'une pensée politique cherchant à maximiser la richesse. L'argent n'est qu'un moyen parmi d'autres de passer des contrats. Ce courant se réfère beaucoup à la Constitution des États-Unis et à cet événement jugé fondateur du pays : la [révolte de 1773 contre le Royaume-Uni à Boston](#), au cours de laquelle des cargaisons de thé anglais furent jetées à la mer.

Une diversité de profils libertariens

[Sébastien Caré](#) a mené une enquête empirique sur ce courant, aux États-Unis. Il distingue cinq idéaux types qui sont instructifs, en termes de base électorale du trumpisme.

Le premier est le « paléolibertarien » ou « *redneck* », souvent chrétien, hostile aux LGBTQIA+ et que l'on imagine aisément s'identifiant aux personnages de western, ou à *la Petite Maison dans la prairie*.

Le second s'inspire de la romancière Ayn Rand (1905-1982), auteure de *la Vertu d'égoïsme* (2008), qui conditionnait un changement d'ampleur, dans l'esprit du Tea Party, à la mise au point d'« un programme d'action à longue portée, avec les principes servant à unifier et à intégrer des mesures particulières dans une voie cohérente ». Comment ne pas penser au [Project 2025](#) ?

La troisième sorte de libertarien est acclimaté à l'establishment et désigne, par exemple, les think tanks tels que la Heritage Foundation.

Le quatrième type est le « libertarien libertaire » qui correspond en fait aux libertariens de gauche, et est évidemment opposé à Trump.

La cinquième catégorie correspond à ceux que Caré appelle les « cyberlibertariens », qui voient le cyberspace comme un monde où ils peuvent réaliser leur utopie. Il est utile d'ajouter que les deux derniers courants ont fortement investi le numérique au cours d'une période qui va des années 1970 à 2000, d'après Ted Turner qui en fut un [acteur autant qu'un témoin privilégié](#).

Ces différents types de libertariens peuvent illustrer la diversité des publics qui se reconnaissent dans le document élaboré par les conservateurs : des « *rednecks* » (ploucs), des travailleurs du numérique et une partie de l'establishment lui-même, ce qui explique que le courant ne soit pas de taille résiduelle comme en France.

Le libertarisme n'est pas un fascisme ni un courant autocrate

Le libertarisme est assez étranger aux États dont la culture étatique est fermement ancrée (en France par exemple). Partiellement illibéral, ce n'est pas un fascisme pour autant, ni un courant autocrate. Ce serait contradictoire avec son apologie de la liberté.

Si Trump affiche une forme d'impérialisme comme dans le cas du Groenland, il n'a pas sorti les tanks, ni empoisonné ses adversaires politiques comme le fait Poutine. Quant aux variations en intensité dans ses positions, elles s'expliquent en large partie par sa manière de

voir les « [deals](#) » : demander énormément au départ, pour stupéfier son interlocuteur, et revenir ensuite à des positions plus raisonnables.

[Fabrice Flipo](#), Professeur en philosophie sociale et politique, épistémologie et histoire des sciences et techniques, [Institut Mines-Télécom Business School](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. Publié : 29 avril 2025, 17:29 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Fabrice Flipo](#), [Institut Mines-Télécom Business School](#)

Philosophe du technopolitique, Fabrice Flipo est professeur à IMT-BS et chercheur au Laboratoire de Changement Social et Politique à l'Université Paris Cité. Il coordonne la revue Bifurcation/s. Ses recherches portent sur l'anthropologie politique de la modernité et de la globalisation, en général, et de manière plus spécifique sur l'écologie des infrastructures numériques.